

*Ministère des Finances*

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 164 — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Successions en déshérence. Publications prescrites par l'article 770 du Code civil, p. 164.

*Ministère de la Justice*

Direction du *Moniteur belge*. Brochures des Communautés européennes, p. 165.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 85 — 23

**Arrêté royal relatif à la gestion financière et matérielle des services à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat**

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour but l'exécution de l'alinéa premier de l'article 84 de la loi du 31 juillet 1984 (loi de redressement).

Le présent arrêté définit les dispositions organiques relatives à la gestion financière et matérielle des établissements d'enseignement de l'Etat soumis à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, y compris les internats qui y sont rattachés, ou des groupements d'écoles de l'Etat.

Lors de l'établissement de ces règles, il a été tenu compte du caractère impératif de l'alinéa deux de l'article 84 relatif au budget, aux comptes, au contrôle des comptes, à la maîtrise des dépenses, aux reports de fonds, à la responsabilité comptable et à la gestion patrimoniale.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

*Commentaire des articles*

## Article 1er

Cet article confirme la nature exceptionnelle des services de l'Etat à gestion séparée et maintient, à leur égard, les autres dispositions de la législation sur la comptabilité de l'Etat, dans le sens large que traditionnellement notre législation réserve à ces mots.

## Article 2

Cet article confirme le principe fondamental qu'est l'autonomie budgétaire des services de l'Etat à gestion séparée. Toutefois, afin d'obtenir l'uniformité desdits budgets, les Ministres de l'Education nationale donneront des instructions en tenant compte des directives générales émanant du Ministre des Finances et du Ministre du Budget.

Pour ce qui est de la période d'exécution du budget, on a opté pour l'année civile.

## Article 3

Le budget est divisé en trois parties et — en vue de l'uniformité — établi conformément aux tableaux annexés au présent arrêté.

Les opérations de capital correspondent aux opérations patrimoniales visées à l'article 8 de la loi du 28 juin 1963 dans le cadre des services d'administration générale de l'Etat.

Les opérations pour ordre ont trait aux recettes et aux dépenses sur les fonds de tiers et sur les fonds du Trésor dans le cadre des règles propres aux services d'administration générale.

Par opérations courantes, il faut entendre toutes les autres opérations effectuées par les Services de l'Etat à gestion séparée.

*Ministerie van Financiën*

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 164 — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Erfloze nalatenschappen. Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bl. 164.

*Ministerie van Justitie*

Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*. Brochures van de Europese Gemeenschappen, bl. 165.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 23

**Koninklijk besluit betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs**

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij aan Uwe Majesteit voorleggen betreft de uitvoering van de eerste alinea van artikel 84 van de wet van 31 juli 1984 (herstelwet).

In dit besluit worden de organieke regelen vastgelegd in verband met het financieel en materieel beheer van de rijksonderwijsinstellingen waarop de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving van toepassing is met de hieraan verbonden internaten of van de rijkschoolengroepen.

Bij het vaststellen van deze regelen werd rekening gehouden met het dwingend karakter van de tweede alinea van artikel 84 inzake de begroting, de rekeningen, de controle op de rekeningen, de beheersing der uitgaven, de overdracht van geldmiddelen, de rekenplichtigheid en het vermogensbeheer.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

*Commentaar bij de artikelen*

## Artikel 1

Dit artikel bevestigt het uitzonderlijk karakter betreffende de staatsdiensten met afzonderlijk beheer en handhaaft, te hunnen opzichte, de andere bepalingen van de wetgeving op de rijkscomptabiliteit, in de ruime betekenis, die traditioneel aan deze woorden in onze wetgeving wordt gegeven.

## Artikel 2

Dit artikel bekrachtigt het grondbeginsel van de begrotingsautonomie van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer. Nochtans zullen de Ministers van Onderwijs — om de eenvormigheid van deze begrotingen te bereiken — onderrichtingen verstrekken die rekening zullen dienen te houden met de algemene richtlijnen van de Minister van Financiën en de Minister van Begroting.

Wat de uitvoeringsperiode van de begroting betreft, wordt geopend voor het kalenderjaar.

## Artikel 3

De begroting wordt onderverdeeld in drie delen en opgemaakt — voor de eenvormigheid — volgens de tabellen gevoegd bij dit besluit.

De kapitaalverrichtingen stemmen overeen met de vermogensverrichtingen bedoeld in artikel 8 van de wet van 28 juni 1963 in het raam van de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

De verrichtingen voor orde betreffen de ontvangsten en uitgaven op derden-gelden en de Schatkistgelden in het raam van de regels eigen aan de diensten van algemeen bestuur.

Onder lopende verrichtingen dient te worden verstaan al de andere verrichtingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer.

## Articles 4 et 5

Ces articles déterminent les règles relatives à l'imputation au budget des recettes et des dépenses de services de l'Etat à gestion séparée.

## Articles 6 et 7

Ces articles établissent une procédure d'approbation des budgets des services de l'Etat à gestion séparée. Les Ministres de l'Education nationale devront au préalable, approuver les projets de budget; ainsi, ou pourra vérifier si les écoles ou les groupements d'écoles ont évalué leurs dépenses de façon suffisamment équilibrée, surtout en ce qui concerne leurs besoins en énergie.

Les budgets des services de l'Etat à gestion séparée seront joints au budget de l'Education nationale par l'insertion dans la loi budgétaire d'une disposition approuvant les budgets de ces services de l'Etat, à concurrence du montant des recettes et des dépenses.

## Articles 8 jusque et y compris 11

Ces articles fixent les principes généraux relatifs à la comptabilité et à la reddition des comptes.

A ce sujet, on s'est écarté le moins possible de la procédure actuelle afin de faciliter au maximum pour les écoles et groupements d'écoles, la transition de l'ancienne à la nouvelle réglementation.

Etant donné qu'un contrôle sur place peut être effectué par la Cour des comptes, les pièces justificatives peuvent être gardées sur place.

## Artikel 12

Cet article reprend la disposition de l'article 84-3° de la loi de redressement. Les recettes sont destinées aux dépenses et ces dépenses ne peuvent dépasser le montant total des recettes.

## Artikel 13

Cet article impose l'inscription d'un crédit provisionnel au budget de l'école ou du groupement d'écoles. Ce crédit de réserve peut disposer l'école ou le groupement d'écoles, doit leur permettre de faire face à des dépenses imprévues. En effet, les budgets devront être évalués un an avant leur exécution, de sorte que l'école ou le groupement d'écoles puisse faire des dépenses qu'elle(il) ne pouvait pas prévoir (p. ex. des dépenses d'énergie en cas d'hiver rigoureux).

## Article 14

Le § 1 de cet article règle en premier lieu le report des soldes disponibles à l'année suivante. Le surplus des opérations de capital ne pourra pas être ajouté aux recettes des opérations courantes, mais le surplus sur les opérations courantes pourra bien être comptabilisé avec les recettes pour opérations de capital.

Ce paragraphe règle en même temps la formation d'un fonds de réserve.

Le § 2 fixe la destination de ce fonds de réserve. Cinq ans après l'entrée en vigueur de cet arrêté une évaluation sera faite de ce fonds de réserve.

## Article 15

Cet article reprend la disposition de l'article 84-4° de la loi de redressement et permet ainsi le report automatique du solde disponible des recettes à la fin de l'année l'utilisation de ce solde, dans les limites imposées par l'article 14, dès le début de la nouvelle année.

## Article 16

Cet article a pour but :

1. de poser le principe suivant lequel les comptables des services de l'Etat à gestion séparée sont justiciables de la Cour des comptes;
2. de donner à ces services un statut permettant l'intégration de leur patrimoine budgétaire et opérations de trésorerie dans les comptes généraux de l'Etat.

## Artikel 17

En tant que services de l'Etat, les écoles ou groupements d'écoles restent soumis au contrôle administratif et budgétaire, malgré le fait qu'ils ont une gestion autonome sur le plan budgétaire et financier.

Les Ministres de l'Education nationale, chacun en ce qui le concerne, fixent les modalités de contrôle.

Des modalités spéciales peuvent être prévues en ce qui concerne le contrôle interne des écritures.

## Artikelen 4 en 5

In deze artikelen worden de regels van begrotingsaanrekening der ontvangsten en der uitgaven van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer bepaald.

## Artikelen 6 en 7

Deze artikelen vestigen een goedkeuringsprocedure voor de begrotingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer. De Ministers van Onderwijs zullen vooraf de begrotingsontwerpen dienen goed te keuren zodat zal kunnen nagegaan worden of de scholen (groepen) hun uitgaven voldoende evenwichtig ramen, voornamelijk wat de energiebehoeften betreft.

De begrotingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer zullen met de begroting van Onderwijs worden verbonden door de inlassing in de begrotingswet van een bepaling, waarbij de begrotingen van deze staatsdiensten worden goedgekeurd ten belope van het bedrag der ontvangsten en der uitgaven.

## Artikelen 8 tot en met 11

In deze artikelen worden de algemene principes betreffende de comptabiliteit en de aflegging der rekeningen vastgelegd.

Hierbij werd zo weinig mogelijk afgeweken van de huidige procedure om de omschakeling naar de nieuwe regeling voor de betrokken scholen(groepen) zo vlot mogelijk te laten verlopen.

Aangezien een controle ter plaatse door het Rekenhof kan ingebracht worden, kunnen de verantwoordingsstukken ter plaatse bewaard worden.

## Artikel 12

Dit artikel herneemt de bepaling van artikel 84-3° van de herstellwet. De ontvangsten worden bestemd voor de uitgaven en deze uitgaven mogen het totaal bedrag der ontvangsten niet overschrijden.

## Artikel 13

In dit artikel wordt de inschrijving van een bufferkrediet in de begroting van de scho(o)l(engroep) opgelegd. Dit reservekrediet — waarover de scho(o)l(engroep) zelf kan beschikken — moet de opvang van onvoorziene uitgaven mogelijk maken. De begrotingen zullen immers één jaar voor de uitvoering ervan moeten geraamd worden zodat, in de loop van het begrotingsjaar, de scho(o)l(engroep) voor uitgaven kan staan waarmee zij geen rekening kon houden (vb. energie i.v.m. een zeer strenge winter).

## Artikel 14

In § 1 van dit artikel wordt vooreerst de overdracht van de beschikbare middelen naar het daaropvolgende jaar geregeld. Het overschot op de kapitaalverrichtingen zal niet bij de ontvangsten voor de lopende verrichtingen kunnen gevoegd worden, doch het overschot op de lopende verrichtingen zal wel bij de ontvangsten voor kapitaalverrichtingen kunnen geboekt worden.

Tevens wordt in deze paragraaf de vorming van een reservefonds geregeld.

In § 2 wordt de bestemming van dit reservefonds vastgelegd. Vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit zal een evaluatie gemaakt worden van het reservefonds.

## Artikel 15

Dit artikel herneemt de bepaling van artikel 84-4° van de herstellwet. Hierdoor wordt de automatische overdracht van het beschikbaar restant van de ontvangsten bij het verstrijken van het jaar voorzien, evenals de mogelijkheid om dit beschikbaar gedeelte, binnen de beperkingen van artikel 14, van bij de aanvang van het nieuwe jaar aan te wenden.

## Artikel 16

Dit artikel heeft tot doel :

1. het principe voorop te stellen dat de rekenplichtigen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer verantwoordelijk zijn tegenover het Rekenhof;
2. aan deze diensten een statuut te geven dat de integratie van hun begrotingsvermogens en thesaurieverrichtingen in de algemene rekeningen van de Staat mogelijk maakt.

## Artikel 17

Als diensten van de Staat blijven de scholen(groepen) onderworpen aan de administratieve en begrotingscontrole, niettegenstaande zij zelfstandig beheerd worden op begrotings- en financieel plan.

De Ministers van Onderwijs, ieder waf hem betreft, bepalen de controlemodaliteiten.

Bijzondere modaliteiten kunnen voorzien worden in verband met de inwendige controle der schrifturen.

## Article 18

Cet article permet à la Cour des comptes d'exercer un contrôle sur place. Ce contrôle peut s'étendre à l'ensemble des écritures comptables.

## Article 19

L'organisation d'un contrôle sur place par la Cour des comptes et la possibilité de faire ce contrôle en même temps que la comptabilisation des opérations permet de supprimer l'intervention de la Cour des comptes dans l'ordonnancement et le paiement des dépenses de services de l'Etat à gestion séparée.

## Article 20

Les dispositions de cet arrêté entrent en vigueur le premier janvier 1985.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Finances,  
W. DE CLERCQ

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

## Artikel 18

Door dit artikel wordt aan het Rekenhof de mogelijkheid geboden een controle ter plaatse in te richten. Deze controle kan zich uitstrekken tot het geheel der rekenplichtige bescheiden.

## Artikel 19

De inrichting van een controle ter plaatse door het Rekenhof en de mogelijkheid deze controle gelijktijdig met de geboekte verrichtingen te laten doorgaan, maakt het mogelijk de tussenkomst van het Rekenhof af te schaffen in de vereffening en de betaling der uitgaven van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer.

## Artikel 20

De bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 januari 1985.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Financiën,  
W. DE CLERCQ

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

29 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal relatif à la gestion financière et matérielle des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 84;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre du Budget et de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

## CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er. § 1er.** Le présent arrêté règle la gestion financière et matérielle des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat, visés à l'article 83 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

§ 2. Sauf disposition contraire du présent arrêté les règles relatives à la comptabilité de l'Etat sont applicables à ces services.

## CHAPITRE II. — Du budget

**Art. 2.** Les services de l'Etat à gestion séparée établissent annuellement un budget de toutes les recettes et de toutes les dépenses conformément aux instructions des Ministres de l'Education nationale.

L'année budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 3.** Le budget est divisé en trois parties :

- les opérations courantes;
- les opérations de capital;
- les opérations pour ordre,

conformément aux tableaux de l'annexe du présent arrêté.

29 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstelwet van 31 juli 1984, meer bepaald artikel 84;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Begroting en van Onze Ministers van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

## HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

**Artikel 1. § 1.** Dit besluit regelt het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs, bedoeld in artikel 83 van de herstelwet van 31 juli 1984.

§ 2. De bepalingen betreffende de rijkscomptabiliteit zijn mede van toepassing op die diensten tenzij in dit besluit anders is bepaald.

## HOOFDSTUK II. — De begroting

**Art. 2.** Door elke staatsdienst met afzonderlijk beheer wordt een jaarlijkse begroting opgemaakt voor alle ontvangsten en alle uitgaven, volgens de richtlijnen verstrekt door de Ministers van Onderwijs.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

**Art. 3.** De begroting wordt onderverdeeld in drie delen :

- de lopende verrichtingen;
- de kapitaalverrichtingen;
- de verrichtingen voor orde,

en opgemaakt volgens de tabellen gevoegd bij dit besluit.

**Art. 4.** Les recettes comprennent :

1. les soldes reportés de l'année budgétaire précédente;
2. les droits qui naîtront au cours de l'année budgétaire concernée;
3. les dons et les legs.

**Art. 5.** Les dépenses portent sur les sommes qui sont dues au cours de l'année budgétaire.

**Art. 6.** Les projets de budget des services de l'Etat à gestion séparée sont soumis avant le 1er juin précédant l'année budgétaire à l'approbation du Ministre de l'Education nationale concerné et sont joints au budget de son département.

**Art. 7.** L'approbation du budget des services de l'Etat à gestion séparée est acquise par la promulgation de la loi contenant le budget du Ministère de l'Education nationale.

Si cette approbation n'est pas acquise avant le début de l'année budgétaire, il est permis d'effectuer dès le 1er janvier les mêmes opérations que celles admises dans les budgets précédents.

### CHAPITRE III. — De la comptabilité et de la reddition de comptes

**Art. 8.** Un état des recettes et des dépenses est dressé à la fin de chaque semestre.

Ces états seront soumis par le Ministre de l'Education nationale concerné au Ministre des Finances et transmis à la Cour des comptes. Les pièces justificatives sont gardées sur place.

**Art. 9.** A la fin de chaque année sont rendus : un compte de gestion ainsi qu'un compte d'exécution du budget et un état de la situation active et passive. Au plus tard le 31 mars de l'année suivante ces comptes sont envoyés par le Ministre de l'Education nationale concerné au Ministre des Finances, qui les transmet avant le 30 avril de cette année à la Cour des comptes.

**Art. 10.** Les comptes d'exécution des budgets des services de l'Etat à gestion séparée sont joints au compte du Ministère de l'Education nationale concerné.

**Art. 11.** Lors de la cessation des fonctions du comptable les mêmes obligations comptables que celles mentionnées à l'article 9 sont remplies.

### CHAPITRE IV. — De la gestion

**Art. 12.** Le montant des dépenses ne peut excéder le montant des recettes.

**Art. 13.** § 1er. Dans le budget annuel, il sera prévu pour les dépenses courantes, un crédit provisionnel de 2,5 p.c. au moins de l'estimation des dépenses courantes.

§ 2. Le crédit provisionnel peut être utilisé au cours de l'année budgétaire pour faire face à des dépenses imprévues, en priorité pour l'énergie.

**Art. 14.** § 1er. A la fin de l'exercice le reliquat :

1. en ce qui concerne les opérations de capital, est ajouté aux recettes de capital de l'exercice budgétaire suivant;
2. en ce qui concerne les opérations courantes est affecté à raison d'au moins 20 p.c. à la constitution d'un fonds de réserve « fonctionnement » jusqu'à ce que les ressources de ce fonds atteignent 10 p.c. de la moyenne des dépenses courantes des trois exercices budgétaires précédentes;

pour le surplus, il est ajouté entièrement ou en partie, soit aux recettes des opérations courantes, soit aux recettes des opérations de capital de l'exercice budgétaire suivant.

§ 2. Les ressources du fonds de réserve peuvent, avec l'accord du Ministre de l'Education nationale concerné ou de son délégué, être utilisées, pour apurer un solde déficitaire imprévu constaté à la fin d'un exercice ou d'une gestion.

**Art. 15.** Les soldes disponibles à la fin d'une année peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante.

**Art. 16.** Le comptable du service de l'Etat à gestion séparée justiciable de la Cour des comptes, désigné par le Ministre de l'Education nationale concerné, est chargé :

1. du maniement et de la garde des fonds et des valeurs;
2. de la confection et de la conservation des documents visés aux articles 8 et 9;
3. de la tenue de la comptabilité patrimoniale;
4. de l'établissement périodique de l'inventaire du patrimoine.

**Art. 4.** De ontvangsten beogen :

1. de sommen die zullen overgedragen worden van het vorige begrotingsjaar;
2. de rechten die gedurende het beschouwde begrotingsjaar zullen ontstaan;
3. de schenkingen en de legaten.

**Art. 5.** De uitgaven beogen de sommen die verschuldigd zullen zijn tijdens het begrotingsjaar.

**Art. 6.** De begrotingsontwerpen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer worden vóór 1 juni voorafgaande aan het begrotingsjaar voor goedkeuring voorgelegd aan de betrokken Minister van Onderwijs en toegevoegd aan het ontwerp van begroting van diens Ministerie.

**Art. 7.** De goedkeuring van de begroting van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer is verworven door de afkondiging van de wet houdende de begroting van het betrokken Ministerie van Onderwijs.

Ingeval deze goedkeuring niet verworven is voor de aanvang van het begrotingsjaar mogen dezelfde verrichtingen als diegene, die door de vorige begrotingen waren toegestaan, uitgevoerd worden vanaf 1 januari.

### HOOFDSTUK III. — De comptabiliteit en aflegging der rekeningen

**Art. 8.** Op het einde van ieder semester wordt een staat van ontvangsten en een staat van uitgaven opgemaakt.

Deze staten worden door de betrokken Minister van Onderwijs aan het Rekenhof voorgelegd via de Minister van Financiën. De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

**Art. 9.** Op het einde van ieder jaar worden opgesteld : een beheersrekening alsmede een rekening van uitvoering van de begroting en een staat van activa en passiva. Uiterlijk op 31 maart na het jaar waarop ze betrekking hebben worden deze rekeningen door de betrokken Minister van Onderwijs aan de Minister van Financiën gezonden, die ze vóór 30 april van hetzelfde jaar aan het Rekenhof overlegt.

**Art. 10.** De rekening van uitvoering van de begrotingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer worden gevoegd bij die van het betrokken Ministerie van Onderwijs.

**Art. 11.** Op het ogenblik van uitdienststreding van de rekenplichtige dienen dezelfde rekenplichtige bescheiden opgesteld als genoemd in artikel 9.

### HOOFDSTUK IV. — Beheer

**Art. 12.** Het bedrag van de uitgaven mag het bedrag van de ontvangsten niet overschrijden.

**Art. 13.** § 1. In de jaarlijkse begroting zal voor de lopende uitgaven een bufferkrediet ingeschreven worden. Dit bufferkrediet zal minimum 2,5 pct. bedragen van de geraamde lopende uitgaven.

§ 2. Het bufferkrediet mag in de loop van het begrotingsjaar aangewend worden om het hoofd te bieden aan onvoorziene uitgaven, bij voorrang voor energie.

**Art. 14.** § 1. Op het einde van het dienstjaar wordt het overschot :

1. wat de kapitaalverrichtingen betreft, gevoegd bij de kapitaalontvangsten van het volgende begrotingsjaar;
2. wat de lopende verrichtingen betreft ten belope van ten minste 20 pct. aangewend voor de vorming van een reservefonds « werking » totdat de middelen hiervan 10 pct. bedragen van het gemiddelde van de lopende uitgaven van de drie voorgaande begrotingsjaren;

voor het overige geheel of ten dele gevoegd, hetzij bij de ontvangsten van de lopende verrichtingen, hetzij bij de ontvangsten van de kapitaalverrichtingen van het volgende begrotingsjaar.

§ 2. De middelen van het reservefonds kunnen met het akkoord van de betrokken Minister van Onderwijs of zijn gemachtigde aangewend worden tot het aanzuiveren van een op het einde van een dienstjaar of van een beheer bestaand onvoorzien negatief saldo.

**Art. 15.** Met ingang van het jaar mogen de bij het verstrijken van het vorige jaar beschikbare geldmiddelen gebruikt worden.

**Art. 16.** De tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige van de staatsdienst met afzonderlijk beheer, aangewezen door de betrokken Minister van Onderwijs, is belast met :

1. het behandelen en bewaren van de gelden en waarden;
2. het opstellen en bewaren van de in artikelen 8 en 9 bedoelde bescheiden;
3. het houden van de vermogenscomptabiliteit;
4. het periodiek opmaken van de inventaris van het vermogen.

CHAPITRE V. — *Du contrôle*

Art. 17. Les Ministres de l'Education nationale, chacun en ce qui le concerne, organisent le contrôle de la tenue des écritures enregistrant les opérations comptables et l'engagement des dépenses.

Art. 18. La Cour des comptes peut exercer un contrôle sur place. La Cour peut demander à tout moment toutes pièces justificatives, tous éclaircissements, tous états, tous renseignements relatifs aux recettes, aux dépenses, aux actifs et aux dettes.

Art. 19. Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des comptes.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 20. Cet arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1985.

Art. 21. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre du Budget et Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 29 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
W. DE CLERCQ

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

## TABLEAU DU BUDGET

*Section I : Opérations courantes*

## A. Recettes

1. Intendance
  - 1.1. Reports
  - 1.2. Pensions des internats
  - 1.3. Restaurant-caféteria
  - 1.4. Divers (e.a. locations)
  - 1.5. Transferts

## 2. Autres

- 2.1. Reports
- 2.2. Dotation
- 2.3. Photocopies
- 2.4. Vente de produits
- 2.5. Prégardiennat
- 2.6. Divers
- 2.7. Transferts

## 3. Dons et legs

HOOFDSTUK V. — *De controle*

Art. 17. De Ministers van Onderwijs, ieder wat hem betreft, richten de controle in op de schrifturen van de boekhoudingsverrichtingen en van de vastleggingen van de uitgaven.

Art. 18. Het Rekenhof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren. Het Hof mag zich te allen tijde alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de ontvangsten, de uitgaven, de activa en de schulden.

Art. 19. De uitgaven worden vereffend en betaald zonder tussenkomst van het Rekenhof.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1985.

Art. 21. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Begroting en Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 29 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
W. DE CLERCQ

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

## TABEL VAN DE BEGROTING

*Sectie I : Lopende verrichtingen*

## A. Ontvangsten

1. Intendancegelden
  - 1.1. Overdrachten
  - 1.2. Kostgelden
  - 1.3. Restaurant-caféteria
  - 1.4. Diverse (o.m. verhuringen)
  - 1.5. Transferten

## 2. Andere

- 2.1. Overdrachten
- 2.2. Dotatie
- 2.3. Kopieerdienst
- 2.4. Verkoop produkten
- 2.5. Peutertuinen
- 2.6. Diverse
- 2.7. Transferten

## 3. Schenkingen en legaten

**B. Dépenses**

1. Intendance
  - 1.1. Repas et boissons
  - 1.2. Divers
2. Autres
  - 2.1. Traitements et indemnités
  - 2.2. Informatique
  - 2.3. Téléphone
  - 2.4. Secrétariat
  - 2.5. Locations
  - 2.6. Réparations
  - 2.7. Entretien de l'infrastructure
  - 2.8. Energie
  - 2.9. Fournitures scolaires (gratuites dans l'enseignement fondamental)
  - 2.10. Transport (consommation entretien, etc.)
  - 2.11. Autres dépenses de fonctionnement (vêtements, eau, impôts, rétributions, publicité, livres, périodiques, matières premières, petits outils, moyens didactiques).
  - 2.12. Crédit provisionnel

**C. Solde***Section II : Opérations de capital***A. Recettes**

1. Reports
2. Dotation
3. Transferts

**B. Dépenses****C. Solde***Section III : Opérations pour ordre***A. Recettes**

1. Fonds de tiers
2. Trésorerie

**B. Dépenses**

1. Fonds de tiers
2. Trésorerie

**C. Solde**

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 décembre 1984.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
**W. DE CLERCQ**

Le Ministre de l'Education nationale,  
**D. COENS**

Le Ministre du Budget,  
**Ph. MAYSTADT**

Le Ministre de l'Education nationale,  
**A. BERTOUILLE**

**B. Uitgaven**

1. Intendance
  - 1.1. Maaltijden en dranken.
  - 1.2. Diverse
2. Andere
  - 2.1. Bezoldigingen en vergoedingen
  - 2.2. Informatica
  - 2.3. Telefoon
  - 2.4. Secretariaatskosten
  - 2.5. Inhuringen
  - 2.6. Herstellingen
  - 2.7. Onderhoud van infrastructuur
  - 2.8. Energie
  - 2.9. Schoolbehoeften (gratis te verstrekken in het basisonderwijs)
  - 2.10. Vervoer (verbruik, onderhoud, enz.)
  - 2.11. Andere werkingskosten (kledij, water, belastingen, retributies, publiciteit, boeken, tijdschriften, grondstoffen, klein gereedschap, leermiddelen, enz.)
  - 2.12. Bufferkrediet

**C. Saldo***Sectie II : Kapitaalverrichtingen***A. Ontvangsten**

1. Overdrachten
2. Dotatie
3. Transferten

**B. Uitgaven****C. Saldo***Sectie III : Verrichtingen voor orde***A. Ontvangsten**

1. Derden, gelden
2. Schatkistgelden

**B. Uitgaven**

1. Derden, gelden
2. Schatkistgelden

**C. Saldo**

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 29 december 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
**W. DE CLERCQ**

De Minister van Onderwijs,  
**D. COENS**

De Minister van Begroting,  
**Ph. MAYSTADT**

De Minister van Onderwijs,  
**A. BERTOUILLE**